

EN VISITE À DJAKARTA

Bouchouareb appelle les opérateurs indonésiens à renforcer leur présence en Algérie

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, a évoqué en Indonésie les ambitions de l'Algérie dans le domaine de la pétrochimie, en particulier les segments des résines plastiques et des polymères dérivés du gaz naturel et a invité, à l'occasion des travaux du 12^e Forum économique islamique mondial (WIEF), les opérateurs indonésiens à renforcer leur présence en Algérie.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «L'Algérie importe actuellement pour 6,5 milliards de dollars US de produits plastiques. Ceci constitue une formidable opportunité de substitution par une production nationale et d'exportation vers les pays de l'Afrique subsaharienne et de toute la région méditerranéenne», a plaidé Bouchouareb avant de préciser : «l'Algérie dispose dans ce domaine de tous les atouts pour réduire sa dépendance à l'importation de ces produits du fait de la disponibilité d'un gaz naturel de qualité riche en éthane, particulièrement approprié à la transformation pétrochimique ; ainsi que de sa proximité des marchés méditerranéens et africains.»

Le ministre de l'Industrie et des Mines et la délégation l'accompagnant se sont rendus au Centre polytechnique d'Indorama; ce groupe indonésien avait signé à Alger, en

juillet dernier, trois accords d'investissements d'un montant global de 4,5 milliards de dollars la réalisation de trois projets mixtes algéro-indonésiens portant sur le développement et l'exploitation de la nouvelle mine de phosphate de Bled El Hadba (Tébessa), sur la transformation des phosphates pour la production de l'acide phosphorique et de diammonium phosphate dans la wilaya de Souk Ahras et sur la transformation du gaz naturel pour la production d'ammoniac, de nitrate d'ammonium technique (TAN) et du calcium ammonium nitrate (CAN) dans la wilaya de Skikda. Lors de son séjour en Indonésie, Bouchouareb a exigé de ce partenaire d'inclure un volet formation continue et éducation de même niveau en Algérie, notamment dans le cadre des partenariats signés à Alger le 18 juillet entre Indorama et les groupes Asmidal et Manal».

Grâce à ces partenariats, l'Algérie projette de faire passer sa production en phosphate d'un million de tonnes par an actuellement à 10 millions de tonnes en 2019, elle servira à couvrir les besoins de l'agriculture en fertilisants et permettra l'exportation de l'excédent dégagé. «L'objectif stratégique de ce partenariat vise la transformation de 5 millions de tonnes de phosphates marchands en engrais phosphatés et la production d'un million de tonnes d'ammoniac et 800 000 de calcium ammonium nitrate», a déclaré Bouchouareb et de mettre en avant l'ambition du gouvernement de devenir un acteur majeur du marché mondial des engrais phosphatés et des autres dérivés. Pour ce faire, le pays peut se targuer de disposer de deux atouts majeurs : des réserves de phosphate importantes estimées à 2 milliards de tonnes, de qualité, ainsi que le gaz, et la proximité de notre pays avec les principaux marchés qui lui ouvrent des perspectives intéressantes. «Avec ces facteurs que nul autre producteur ne possède dans la région, et même au-delà, nous allons effectuer une remontée totale et rapide de toute la chaîne des valeurs. Avec 10 millions de tonnes/an d'ici 2019, l'Algérie commencera à se frayer un chemin pour



Abdesselam Bouchouareb.

se positionner très vite», a souligné le ministre de l'Industrie.

2016 l'année des mines

Le ministre du secteur s'est fixé comme objectif de faire de l'année 2016 celle des mines. Abdesselam Bouchouareb, s'est engagé à engager le secteur des mines à partir de 2016 dans une grande dynamique à travers le lancement de plusieurs

projets visant la création «d'une véritable industrie minière pour contribuer à la réduction des importations dans ce domaine». Il a même promis que 2016 serait l'«année des mines» avec la mise en exploitation de plusieurs projets d'investissement lancés ces dernières années, notamment en ce qui concerne le phosphate, le fer, le marbre, le manganèse, le vanadium et le zinc. Selon lui, la stratégie du secteur reposerait à l'avenir sur la transformation des produits miniers afin de ne plus recourir à l'exportation de ces minerais en leur état brut. S'agissant du phosphate, le ministre a indiqué que le programme de développement de la production nationale concernant cette substance visait à atteindre 6 millions de tonnes/an à l'horizon 2018 et 10 millions de tonnes à l'horizon 2020 contre 1,2 million de tonnes de brut actuellement, annonçant la réalisation de quatre unités de transformation dont deux unités à Oued El Kebrat (Souk Ahras) et à El Aouinat (wilaya de Guelma). Ces investissements permettront à l'Algérie de maîtriser la filière de l'industrie des engrais, «ce qui fera d'elle une pionnière dans l'exportation de ces produits dans le monde», a-t-il estimé.

Y. D.

FRUITS ET LÉGUMES

La hausse des prix fait de la résistance

Le mois de Ramadhan est bien loin, la fête de l'Aïd El Fitr également, mais les prix des fruits et légumes restent toujours élevés. Pourtant les fortes chaleurs des mois de juillet et août ne stimulent point l'appétit et les marchandises restent entassées sur les étals des marchés. Autant de raisons pour que ces prix baissent. Mais en vain.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - La hausse des prix des fruits et légumes persiste. Même si le mois de Ramadhan, réputé pour sa traditionnelle flambée des prix, est bien loin, et les vacances d'été installées depuis plus d'un mois, les prix des fruits et légumes continuent à battre des records. Hier, au marché Bouguerfa à Belouizdad (Alger), plus connu sous le nom de marché T'nache, de belles marchandises étaient exposées sur les étals. Très peu de commerçants ont daigné afficher les prix. Stratagème ou pas, en tout cas leurs prix font fuir plus d'un. La preuve : les étroites allées du vieux marché étaient presque désertes. «Juste après l'Aïd El Fitr, la vente a beaucoup baissé», témoigne Abderrahim, marchand de légumes. Outre les grandes chaleurs de ces derniers jours, les prix des marchandises y sont pour beaucoup. La courgette, la carotte, le concombre et l'aubergine se sont alignés sur les 60 dinars le kilogramme. La tomate est proposée à 70 dinars et le poivron la dépasse de 10 dinars. Quant à la laitue et le piment, ils maintiennent leur prix du mois de jeûne et continuent à afficher 120 dinars le kilo. Même la pomme de terre et l'oignon font de la résistance et refusent de descendre en dessous de leurs prix respectifs de 50 et 40 dinars. La cerise sur le gâteau est le citron qui, vendu en début juin dernier à 300 dinars, a atteint ces jours-ci 400 dinars le kilogramme. «Je ne comprends pas cette augmentation pour un produit local», dira Abderrahim. Et dire poursuit-il, «l'été est souvent synonyme de baisse des prix des légumes». Il se rappelle ainsi de l'année dernière où le prix de la tomate a diminué jusqu'à 25 dinars le kilo et celui de la courgette jusqu'à 30 dinars. L'exception de cette année reste pour lui incompréhensible. «Peut-être qu'il y a moins de production nationale», tente-t-il d'expliquer cette interminable flambée des prix des légumes. Même constat côté fruits. Hormis la pastèque vendue à 50 dinars le kilogramme et le melon à 60 dinars, les autres fruits flambent. La nectarine, le raisin et la banane sont proposés à 200 dinars et la pêche à 250 dinars. «Le prix du raisin varie de 100 à 300 dinars et ce, selon la variété et la qualité de la marchandise», précise Noredidine, jeune vendeur de fruits au vieux marché de Belouizdad. Quant à la banane, il précise que pas plus tard que mercredi dernier, elle était à 150 dinars. «Ce matin, j'ai été surpris de découvrir au marché de gros des Eucalyptus, une hausse de 50 dinars sur le prix de gros de la banane. Je n'ai rien compris à cette hausse subite», dit-il. Selon lui, la flambée des prix des fruits qui a marqué cette année est due aux importations qui ont beaucoup diminué. «Aujourd'hui, il ne reste que la production locale et les spéculateurs font la loi et imposent leur prix», dit-il.

Ry. N.

FERRERO GRAZIELLA, PRÉSIDENTE DU CLUB D'AFFAIRES ALGÉRO-ITALIEN AU SOIR D'ALGÉRIE :

«Promouvoir la coopération économique entre nos deux pays»

M^{me} Ferrero Graziella, désignée présidente du Club d'affaires algéro-italien créé tout récemment sous l'égide du Forum des chefs d'entreprises (FCE), affirme que ce club a été créé pour renforcer les relations entre les Algériens et les Italiens. Installée en Algérie depuis les années 1980, M^{me} Graziella est à la tête de trois entreprises économiques dont GN Moto, et de deux sociétés de droit algérien : l'une est spécialisée dans le secteur du transport maritime et l'autre dans la distribution du gros matériel destiné à la réalisation des grandes infrastructures et ouvrages d'art.

Le Soir d'Algérie : Quelle est la mission principale du club, dont vous êtes présidente ?

M^{me} Graziella : Avant toute chose, je tiens d'emblée à mettre en exergue la parfaite entente qui existe entre l'Algérie et l'Italie. En effet, nos deux pays ont toujours eu des visions convergentes dans de nombreux domaines, y compris, bien entendu, celui de l'économie. Ceci étant dit, les missions qui ont été assignées à notre club, qui vient tout juste de voir le jour, sont nombreuses. A court terme, notre objectif principal est d'une part, de faire connaître l'Algérie en Italie et, d'autre part, de promouvoir la coopération économique algéro-italienne, avec tout ce que cela sous-entend, de consolider les liens entre les chefs d'entreprises des deux pays. Ainsi, nous comptons mettre en place un plan d'action visant un partenariat approfondi, par la création d'un cadre de coopération formel permettant d'impulser une dimension nouvelle aux relations économiques entre les deux pays et de favoriser davantage le développement de partenariats durables et diversifiés. Il s'agira, en somme, de créer un partenariat industriel fructueux et concret, basé sur la complémentarité entre leurs deux économies. Je voudrais ajouter que c'est un honneur mais aussi une grande satisfaction de voir enfin se concrétiser un projet porté par de nombreuses personnes aussi bien du côté algérien que du côté italien, pendant plusieurs années. La persévérance des uns

et des autres n'a pas été vaine. L'Algérie, qui s'est lancée dans un important projet de modernisation de son économie, a trouvé en l'Italie un partenaire sérieux, fidèle et compétent. L'Italie, de son côté, considère l'Algérie comme un pays dont les potentialités sont trop importantes pour être ignorées ou même sous-estimées. C'est dire que les deux pays trouvent un intérêt mutuel dans la consolidation de leurs relations économiques. Or, c'est précisément le but essentiel que s'est assigné le club qui vient de naître, autrement dit, rapprocher les opérateurs algériens et italiens dans une perspective d'intensification positive de leur collaboration dans l'intérêt mutuel des deux parties. Bien sûr, il faudra déployer beaucoup d'efforts pour atteindre cet objectif ambitieux. Mais, je ne doute pas de la bonne volonté de tous les membres du club pour y parvenir.

Quelles sont les domaines d'activité que vous allez privilégier dans votre plan d'action ?

Personnellement, je pense que le potentiel de nos deux pays n'est pas encore exploité de manière optimale aussi bien par les entreprises algériennes que par celles italiennes. Les relations économiques entre les deux pays disposent encore d'une marge importante pour leur développement. Le Club compte, précisément, organiser des contacts directs entre nos entreprises respectives, tous secteurs d'activité confondus.

M^{me} Ferrero Graziella.

Sachez que l'économie italienne fonde sa force sur les PME/PMI. Le Club envisage d'inciter ces dernières à investir en Algérie.

Y aura-t-il des accords pour la sous-traitance automobile ?

Je vous informe que des contrats ont déjà été signés entre l'Algérie et le groupe FIAT. IVAL Spa, société de droit algérien, est déjà en contact avancé avec des partenaires italiens pour la réalisation d'un grand projet. D'autres projets dans le domaine mécanique et chimique sont en cours de négociations. Le Club algéro-italien que j'ai l'honneur de présider ne ménagera aucun effort pour les faire aboutir à court terme.

Un dernier mot ?

Je dois dire que le président du FCE et les membres de cette organisation patronale ont joué un rôle non négligeable dans la création de ce Club d'amitié. C'est pourquoi, je saisis l'occasion de cette interview pour leur exprimer ici toute ma gratitude en leur assurant que notre souhait serait de travailler en étroite collaboration avec eux dans l'intérêt supérieur de nos pays respectifs.

Entretien réalisé par
Ahmed Ammour